

*[Text]*

growth by providing a reliable source of energy, we do them no favour by tagging on to the final bill some \$15 million in agents' fees. I know that the Minister is not answerable for the actions of AECL but as the Minister responsible for our aid and development programs, does he not think that high agents' fees are a luxury which the poor countries of the world can ill afford.

My second comment on the Auditor General's report is that in view of his remarks about problems within CIDA, it is perhaps time to ask once again why we cannot have a Minister of State for CIDA who would be answerable to the House of Commons.

Of course, I agree with the government that aid policy is part of over-all foreign policy but it is absurd for the government to proceed from that assertion to the suggestion that a Minister of State for CIDA would somehow mean a loss of control by External Affairs over our aid program. No one has yet suggested that the creation of the post of Minister of State for Fitness and Amateur Sport will somehow undermine the authority of the Department of Health and Welfare, and I am just wondering why the same is not true for CIDA and External Affairs. Final control should always remain with External Affairs but with the variety of operations which CIDA undertakes, someone answerable for and familiar with the day-to-day operations of that organization should be present in Parliament.

Still on the subject of CIDA, I wonder how much longer that organization will be able to maintain the laudible but naive assertion that it can refuse to pass judgment on the political regimes in the countries to which it gives aid. For example, how much longer—I know that this is a very debatable question but I think the question can be raised—how much longer can we avoid asking the question why Cuba needs our foreign aid when at the same time it is wealthy enough to send troops on military adventures in Africa.

I would like now to make a few general comments on Canadian foreign policy and to ask a few questions if time permits me to do so. It is not often that we are given the opportunity to discuss foreign policy before this Committee where the less formal atmosphere should be more conducive to discussion than is the atmosphere of the House.

I seek a fuller explanation for some of our policies. This does not mean that a policy is thereby above criticism. I am not about to promise that when I know all, I forgive all, but I do believe that a policy which is understood—even if not fully accepted—has a greater chance of success than one which is not.

The direction of Canadian foreign policy in the past years has pleased me, dismayed me, puzzled me, and even at times amused me. With some policies I have no quarrel. For example, I think that the negotiations conducted by the Canadian

*[Interpretation]*

taine croissance économique en leur permettant d'avoir accès à une source d'énergie sûre, nous ne les avantageons certainement pas en ajoutant à la facture ultime 15 millions de dollars en honoraires à verser aux agents. Je sais que le ministre n'est pas responsable des agissements de l'EAEL, mais en tant que ministre responsable des programmes d'aide et de développement, ne pense-t-il pas que ces honoraires très élevés versés aux agents constituent un luxe que les pays pauvres du monde ne peuvent pas se permettre?

Mon second commentaire relativement au Rapport du Vérificateur général est le suivant: vu les problèmes qu'il a relevés au sein de l'ACDI, n'est-il pas temps de se demander encore une fois pourquoi il n'est pas possible d'instaurer un ministre d'État responsable de l'ACDI qui rendrait des comptes à la Chambre des communes?

Je conviens avec le gouvernement que la politique de l'aide fait partie de l'ensemble de notre politique étrangère, mais il est absurde que le gouvernement, à partir de cette affirmation, en conclue que l'établissement d'un ministre d'État responsable de l'ACDI entraînerait une perte de contrôle de la part des Affaires extérieures sur notre programme d'aide. Personne n'a encore prétendu que la création du poste de ministre d'État chargé de la santé et du sport amateur mine l'autorité du ministre de la Santé et du Bien-être; ne serait-ce pas vrai également pour l'ACDI et les Affaires extérieures? La décision ultime devrait toujours relever des Affaires extérieures, mais étant donné la gamme des opérations qu'entreprend l'ACDI, il est nécessaire qu'une personne responsable et pour qui le fonctionnement quotidien de l'organisme est familier soit présente au Parlement.

Pour en rester avec l'ACDI, combien de temps encore cet organisme pourra-t-il s'en tenir à l'affirmation louable mais naive qu'il peut éviter de juger les régimes politiques des pays auxquels il accorde son aide? Ainsi—je sais que la question est controversée mais elle doit être quand même posée—combien de temps encore pouvons-nous éviter de nous demander pourquoi Cuba a-t-il besoin de notre aide, alors qu'il semble suffisamment riche pour envoyer des troupes militaires en Afrique?

Permettez-moi maintenant de faire quelques commentaires généraux relativement à la politique étrangère du Canada et de poser quelques questions si le temps me le permet. Il est rare que nous ayons la possibilité de discuter de politique étrangère devant le Comité, bien que son atmosphère familiale permette beaucoup plus la discussion que celle plus officielle de la Chambre.

J'aimerais que vous expliquiez plus en détail certaines de nos politiques. Je ne veux pas dire par là que les politiques sont au-dessus de toute critique. Lorsque j'aurai entendu vos explications, je ne vous promets pas de tout vous pardonner, mais les politiques qui sont bien comprises—même si elles ne sont pas totalement acceptées—ont plus de chance de succès que celles qui ne le sont pas.

La direction qu'a prise la politique étrangère du Canada ces dernières années m'a parfois plu, parfois étonné, parfois intrigué et même parfois amusé. Je n'ai rien à redire à certaines d'entre elles. Ainsi, les négociations menées par le gouverne-